

stratégie
DÉVELOPPEMENT



TURBULENCES DANS LE MONDE DU RECYCLAGE

Les cours des matières dévissent, de nouvelles législations plus contraignantes voient le jour et les coûts liés aux prestations de services s'envolent.

Il est loin, le temps où la tonne de papiers-cartons recyclés en Europe se négociait 140 euros. En 2018, elle a perdu près de la moitié de sa valeur. C'est la conséquence des décisions gouvernementales chinoises qui ont fermé les frontières aux importations de matières premières issues du recyclage. La deuxième puissance mondiale importera 14 à 17 millions de tonnes de papiers-cartons en 2018 contre 30 millions en 2016. Combien de temps reste-t-il avant que les frontières se ferment complètement? Difficile à dire. « Peut-être dès 2020 et plus probablement en 2022, mais personne ne sait vraiment ce que veut le Président chinois même si tout cela s'inscrit dans un cadre très limité », avance Jean-Luc Petithuguenin, le Président-fondateur de Paprec. En attendant, seules les matières premières issues du recyclage de très haute qualité arrivent à pénétrer le marché chinois, celles contenant moins de 0,5 % d'indésirables. L'Europe est donc engorgée par les tonnes de papiers-cartons et mécaniquement les prix baissent. « Nous n'avons pas de boule de cristal. Impossible, donc, d'anticiper sur ce marché une quelconque hausse des prix », souligne Stéphane Armange, le Directeur général de FCR, la cellule de vente matières premières du Groupe.

Des décisions géopolitiques qui changent tout

Autre conséquence de la volonté chinoise, les plastiques souples ne sont plus admis par les autorités de l'empire du Milieu. Les prix mondiaux se sont écroulés en conséquence. « Hier, nous vendions les meilleures qualités de housses plastique à 350 euros la tonne. Aujourd'hui, elle ne vaut plus que 50 euros, et souvent moins que cela. Il y a même des

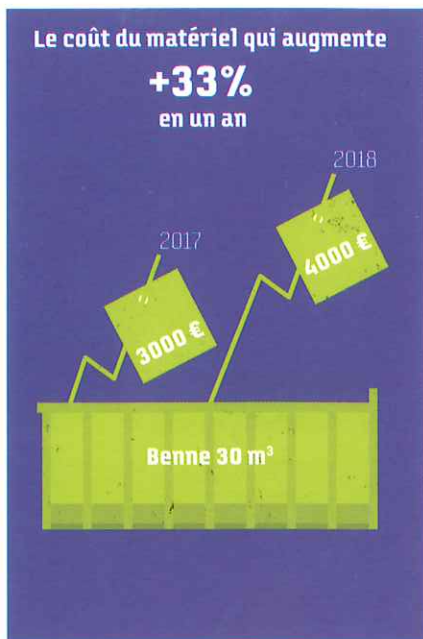


« Les plastiques souples ne sont plus admis par les autorités de l'empire du Milieu. Les prix mondiaux se sont écroulés en conséquence. Hier, nous vendions les meilleures qualités à 350 euros la tonne. Aujourd'hui, elle ne vaut plus que 50 euros la tonne et souvent moins que cela. »

JEAN-MARC ROUXEL
DIRECTEUR DES VENTES
PLASTIQUES FCR



qualités plus basses qui ne sont plus commercialisables », explique Jean-Marc Rouxel, le Directeur des ventes plastiques FCR. Si les marchés des papiers-cartons et des plastiques sont déstabilisés, celui des ferrailles et métaux l'est tout autant, du fait d'événements politiques récents : la décision de Donald Trump de taxer les ferrailles de la Turquie, un pays qui avale les tonnes recyclées d'une grande partie de l'Europe, est problématique. La Turquie elle-même est plongée dans une grave crise avec la dévaluation de sa monnaie. Parallèlement, les chinois ont décidé de ne plus importer les métaux sortis des broyeurs. « Pour toutes les



« **À basses qualités, nous anticipons encore des baisses à venir** », avance Mathieu Petithuguenin, Directeur exécutif Paprec Group.

Bouleversements législatifs

Des bouleversements législatifs rendent encore plus complexe la donne pour les professionnels du recyclage. La loi de transition énergétique a fixé le cap. Les volumes de déchets enfouis doivent diminuer de moitié d'ici à 2025 (en se basant sur le référentiel de 2010). Ces derniers mois, la pression réglementaire s'est fortement accentuée. Les directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal) ont des consignes pour aller vérifier les provenances et les quantités reçues.

« *Le niveau de détail est tel qu'un sac de pommes de terre de 25 kilos trouvé dans une tonne de déchets est désormais considéré comme un indésirable par les Dreal.* » souligne ainsi Pascal Mettey, le Directeur de

Ces derniers mois, la pression réglementaire s'est fortement accentuée. La difficulté de trouver des exutoires ultimes risque d'entraîner une grave crise des déchets.

Terralia, la cellule en charge des installations de stockage de déchets du Groupe. « *Si les Dreal maintiennent ce niveau de tri, ce sera une révolution pour notre profession et il faudra trier à la "pince à épiler". Ça va coûter dix fois plus cher qu'aujourd'hui; ce qui n'est guère raisonnable pour payer une telle qualité.* » Autre évolution de la législation : la hausse de la taxe générale sur les activités

polluantes (TGAP) sur les installations de stockage de déchets. D'ici à 2025, elle va passer de 32 à 65 euros. « *Avec la hausse de la TGAP, les collectivités, propriétaires des unités de valorisation énergétiques, vont orienter les déchets ménagers en priorité vers leurs installations. Du coup, il sera plus difficile, pour nous, d'envoyer une partie de nos déchets industriels banals non recyclables vers ces exutoires* » prévient Pascal Mettey. Au final, Paprec va donc devoir gérer plus de tonnes avec une capacité moindre pour envoyer ses déchets ultimes en enfouissement et en incinération. Un contexte qui pourrait déclencher une grave crise des déchets en France. On le perçoit déjà dans le Sud-Est après la fermeture de la décharge de Balançan, qui a entraîné de très fortes perturbations : les déchets ne sont plus enlevés, ce qui requiert l'intervention du préfet de région pour obliger d'autres départements à accepter leur accueil.

Prestation de services : les coûts explosent

Côté prestation de services, Paprec fait face à un nouveau contexte où les coûts du matériel et du transport flambent. Ainsi, « *aujourd'hui, les fabricants de bennes font face à une augmentation du prix de l'acier. Ils ont décidé, par conséquent, d'augmenter substantiellement leurs prix. Ainsi, une benne de 30 m³ vaut aujourd'hui 4000 euros contre 3000 euros il y a un an* », souligne Mathieu Petithuguenin. Autre bouleversement, le prix du transport. Ce dernier grimpe en flèche sous l'effet conjugué d'une pénurie de chauffeurs et d'un prix du gasoil passé de 0,80 à 1,17 euro le litre. »